



La Presse

Forum, jeudi 18 octobre 2001, p. A17

Oublions Keynes

Duclos, Jean-Yves

Une hausse de certaines dépenses publiques créerait l'impression que les politiciens sont actifs, mais elle générerait presque certainement un gaspillage de fonds publics.

Dans la période d'incertitude économique actuelle, devrions-nous vraiment tenir à ce que nos décideurs fassent preuve d'interventionnisme économique?

La cause principale des présentes inquiétudes est le ralentissement de l'activité économique aux États-Unis, un ralentissement qui date déjà de plusieurs mois. Le taux de chômage américain avait commencé à augmenter légèrement bien avant les récents événements tragiques, et nombre de prédictions faites durant l'été annonçaient que le PNB américain allait chuter durant les deux derniers trimestres de 2001 (ce qui correspond à la définition d'une récession).

La tragédie humaine du 11 septembre n'a pas produit en soi beaucoup de dégâts économiques ou matériels. On estime à environ 30 milliards de dollars le coût pour les compagnies d'assurance des attentats. Bien qu'impressionnantes, ces pertes ne représentent qu'à peu près 0,3 % du PNB américain, soit l'équivalent d'une seule journée d'activité économique aux États-Unis. Les attentats du 11 septembre auront surtout eu un impact sur la confiance des consommateurs et des producteurs, confiance qui avait déjà glissé avant le 11 septembre à son niveau le plus bas depuis 6 ans. Combinés à la chute des indices boursiers (qui ont perdu environ 40 % de leur valeur depuis leur sommet en l'an 2000) et à la fragilité financière des marchés, ces événements ont rendu les entreprises et les consommateurs extrêmement prudents.

Des économies interdépendantes

Ces problèmes américains sont amplifiés par l'augmentation de l'interdépendance entre pays par le biais de l'investissement étranger, du commerce international et de l'intégration des marchés financiers. Cela se traduit entre autres par une synchronisation accrue des sentiments de confiance des entreprises et des consommateurs. Le Japon et l'Europe connaissent de plus eux aussi leurs propres difficultés économiques (le Japon, depuis plusieurs années). La combinaison de ces facteurs mène naturellement à une plus grande vulnérabilité de l'économie mondiale, mais pas nécessairement à une crise.

Que faire?

Face à ces incertitudes, le problème principal des politiciens d'ici et d'ailleurs est qu'ils sont pressés d'agir avant d'avoir pu saisir suffisamment comment la situation évoluera à moyen terme. Il semble qu'il vaille mieux bouger dans tous les sens plutôt que de donner la néfaste image de ne rien faire. Et les façons proposées d'intervenir sont souvent celles qui ont le plus d'impact auprès des médias et des électeurs ou qui remportent l'adhésion de certains groupes de pression ou de certains dirigeants d'entreprises publiques, et non celles qui ont été le fruit d'une réflexion mûre et éclairée.

Une réplique du New Deal

Référence est souvent faite ces temps-ci au lancement de grands travaux publics. L'idée est vieille et sa popularité procède en grande partie des programmes du *New Deal* post-dépression des années 30. L'on parle davantage de nos jours de programmes d'infrastructure, mais l'idée est exactement la même. En dépensant de vastes sommes pour faire "rouler" l'économie, on croit être capable d'absorber judicieusement l'augmentation appréhendée du chômage.

Cette idée avait perdu énormément de popularité au cours des 15 dernières années. Le keynésianisme, par lequel on entend l'interventionnisme monétaire et budgétaire pour lisser les cycles naturels de l'économie, avait largement cédé la vedette au monétarisme, selon lequel la politique monétaire devait être l'artisan d'un taux d'inflation faible et d'un taux de croissance dont le niveau serait principalement fonction des innovations technologiques et de l'évolution de la productivité des travailleurs. Le monétarisme ne demande de la politique fiscale rien de plus que ce qu'elle tende vers l'équilibre budgétaire et le bon sens fiscal.

La politique monétaire est généralement plus neutre que la politique budgétaire dans ses effets puisqu'elle laisse aux consommateurs et aux producteurs la liberté de choisir par eux-mêmes leurs modalités d'augmentation ou de diminution de leur consommation et de leur investissement, selon le niveau des taux d'intérêt établi par les banques centrales. Les effets de la politique monétaire sont aussi typiquement plus rapides, et sont plus facilement ajustables et renversables s'il y a lieu.

La Réserve fédérale américaine a beaucoup manoeuvré dernièrement les manettes de cette politique monétaire, en faisant chuter le taux d'intérêt nominal de 6,5 % à 2,5 % en moins d'un an. Il s'agit du taux nominal le plus bas en 40 ans. Mais comme les taux d'intérêt nominaux ne peuvent être négatifs, et que l'inflation n'augmentera vraisemblablement pas à moyen terme, la politique monétaire ne pourra pas être beaucoup relâchée. Cela s'ajoute au fait que la surcapacité productrice des entreprises et le haut taux d'endettement des consommateurs nord-américains réduisent significativement l'impact de baisses des taux d'intérêt sur la demande intérieure.

Baisser les taxes et les impôts

La marge de manoeuvre monétaire étant limitée, on se tourne naturellement vers la politique budgétaire. Un stimulus fiscal efficace pourrait par exemple prendre la forme d'une réduction temporaire des taxes de vente, ce qui inciterait les consommateurs à devancer leurs achats et à passer outre leur méfiance économique. Il pourrait aussi s'agir d'une réduction immédiate ou annoncée de l'impôt des particuliers. La règle générale devrait être qu'il est préférable de baisser les taxes et les impôts qui ont intérêt de toute façon à diminuer à terme (cela est particulièrement vrai pour le Québec où les impôts sont élevés) plutôt que de causer davantage de distorsions fiscales ou de générer des hausses mal conçues de certaines dépenses publiques qui pourraient être difficiles à renverser par la suite.

Le régime de sécurité du revenu et d'impôt négatif partiel présentement en vigueur au Canada rend difficile l'ajustement rapide et équitable du niveau des transferts versés aux particuliers. Dans les sociétés où un régime d'allocation universelle ou de revenu de citoyenneté existe, il est relativement aisé de répondre à des besoins de stimulus fiscal: il n'y a qu'à bonifier le niveau de ces allocations pour tous. L'effet sur les revenus des familles est immédiat puisque l'ajustement du niveau des transferts directs peut se faire sur-le-champ. Faute de ce régime universel, le stimulus fiscal pourrait prendre la forme de l'annonce d'une amélioration des programmes d'aide aux familles à faible et moyen revenu, de façon à diminuer les taux implicites de taxation souvent prohibitifs auxquels font face ces familles.

En lieu de ces politiques, ce sont plutôt de programmes d'infrastructure épars et hétéroclites dont on entend parler ces temps-ci. Le mérite de ces programmes devrait être évalué selon leur valeur intrinsèque plutôt que par leur prétendu effet de stabilisateur économique. Même une crise économique réelle ne devrait servir d'excuse à un usage fautif des fonds publics. Des exemples récents proposés au Québec incluent le projet hydroélectrique de Péribonka et celui de la centrale au gaz naturel de Melocheville. Ces projets énergétiques sont-ils justifiés d'un point de vue strictement environnemental, budgétaire et social? (Ces exemples rappellent curieusement les décisions énergétiques annoncées hâtivement par le gouvernement du Québec après la crise du verglas- sous la pression d'Hydro-Québec- et dont les impacts continuent à ce jour de susciter la controverse.)

Même s'ils étaient enclenchés immédiatement, ces programmes d'infrastructure ne commenceraient de toute façon à avoir un impact réel (quoique marginal) sur l'économie du Québec que dans un an ou deux, au moment où l'économie américaine et la nôtre seraient probablement déjà retournées sur les chemins de la croissance. Et de plus, cet impact serait nécessairement localisé.

Les programmes d'infrastructure mettant l'accent sur la construction et la rénovation de capital physique répondent souvent mal aux besoins de stimulus rapide des industries et des travailleurs en difficulté. L'industrie de la construction n'est certainement pas celle qui est la plus touchée par les événements récents. C'est toutefois celle qu'à peu près tous les acteurs politiques ont en tête quand ils parlent de relancer l'économie par des programmes d'infrastructure. L'industrie touristique ou celle de l'aviation bénéficieraient-elles vraiment de la construction d'une centrale au gaz naturel?

On prévoit aux États-Unis un stimulus budgétaire de l'ordre de 2 % du PNB. Ramené à la mesure du budget du Québec, cela représenterait un changement du solde budgétaire d'environ 3,5 milliards de dollars (ou de 1000 \$ par famille), ce qui ferait que le gouvernement provincial renouerait assurément avec les déficits budgétaires. Il convient aussi de rappeler que les économies modernes sont beaucoup plus ouvertes qu'elles ne l'étaient lors de la dépression des années 30. Cela est particulièrement vrai de celle du Québec. Cela rend les méthodes keynésiennes de stimulus fiscal de la demande peu efficaces pour l'économie québécoise puisqu'une bonne partie du stimulus fuira de toute façon hors province par le biais d'importations plus élevées et d'exportations plus faibles. La santé de notre économie dépend énormément de celle de nos voisins. Et il n'y a rien que nous puissions faire pour changer cet état de fait.

Pas de regain de l'inflation

Il n'y a présentement pas lieu d'avoir peur d'un regain de l'inflation. Mais la crainte d'une réaction budgétaire en crise est bien réelle. Une augmentation précipitée de certaines dépenses publiques créerait peut-être l'impression que les politiciens sont actifs, mais elle générerait presque certainement un gaspillage de fonds publics précieux. Bref, avant de se précipiter sur toutes sortes de mesures arbitraires, il faut plutôt patienter un peu pour obtenir un portrait clair de la situation à moyen terme. Cela est l'approche prudente préconisée par la Réserve fédérale américaine. Le premier ministre Landry annonçait récemment qu'Hydro-Québec lancera sous peu des projets "qui seront annoncés avec la plus grande intensité possible et en cascade". Cela présage-t-il une cure adéquate à de véritables maux, ou plutôt le germe d'autres ennuis?

Chroniqueur invité à La Presse l'auteur est économiste et professeur à l'Université Laval.

Illustration(s):

Référence est souvent faite ces temps-ci au lancement de grands travaux publics. L'idée est vieille et sa popularité procède en grande partie des programmes du New Deal post-dépression des années 30. L'on

parle davantage de nos jours de programmes d'infrastructure, mais l'idée est exactement la même.

John Maynard Keynes (1883-1946) a agi comme conseiller économique auprès du gouvernement de la Grande-Bretagne. Keynes a été un partisan de l'intervention de l'État afin d'assurer le plein emploi, notamment par l'application de politiques fiscales et monétaires.

Catégorie : Éditorial et opinions

Sujet(s) uniforme(s) : Administration et finances publiques; Politique et administration nationale; Politique et administration régionale; Statistiques; Taxes et impôts; Terrorisme et assassinats politiques; Économie nationale; Économie régionale

Taille : Long, 1258 mots

© 2001 *La Presse. Tous droits réservés.*

Doc. : 20011018LA0041

Ce matériel est protégé par les droits d'auteur. Tous droits réservés.

© 2001 CEDROM-SNi